



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

Provisoire

8666^e séance

Vendredi 15 novembre 2019, à 10 h 20

New York

<i>Présidente :</i>	M ^{me} Pierce	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
<i>Membres :</i>	Afrique du Sud	M. Matjila
	Allemagne	M. Licharz
	Belgique	M ^{me} Delieux
	Chine	M. Zhang Jun
	Côte d'Ivoire	M. Ipo
	États-Unis d'Amérique	M. Barkin
	Fédération de Russie	M. Polyanskiy
	France	M. de Rivière
	Guinée équatoriale	M. Elé Ela
	Indonésie	M. Djani
	Koweït	M. Alotaibi
	Pérou	M. Duclos
	Pologne	M. Lewicki
	République dominicaine	M. Singer Weisinger

Ordre du jour

La situation en République centrafricaine

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 20.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en République centrafricaine

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite la représentante de la République centrafricaine à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Les membres du Conseil sont saisis du document S/2019/877, qui contient le texte d'un projet de résolution déposé par la France.

Le Conseil est prêt à procéder au vote sur le projet de résolution dont il est saisi. Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution.

Il est procédé au vote à main levée.

Votent pour :

Belgique, Chine, Côte d'Ivoire, République dominicaine, Guinée équatoriale, France, Allemagne, Indonésie, Koweït, Pérou, Pologne, Fédération de Russie, Afrique du Sud, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique

La Présidente (*parle en anglais*) : Le résultat du vote est le suivant : 15 voix pour. Le projet de résolution est adopté à l'unanimité en tant que résolution 2499 (2019).

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. de Rivière (France) : La France salue l'adoption à l'unanimité de la résolution 2499(2019) renouvelant le mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) pour un an. La France a activement travaillé pour favoriser ce consensus et je souhaiterais remercier l'ensemble des membres du Conseil pour leur esprit de compromis.

En premier lieu, cette résolution maintient le format et le mandat proactif et robuste de la MINUSCA. C'est un élément clef. La MINUSCA a en effet démontré à plusieurs reprises qu'elle pouvait agir de façon efficace et proportionnée pour protéger les populations civiles contre la menace des groupes armés, y compris les groupes signataires de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine. La MINUSCA devra par ailleurs continuer de soutenir le déploiement des forces de sécurité centrafricaines afin qu'elles puissent aussi contribuer à la sécurisation des populations.

En second lieu, cette résolution autorise la MINUSCA à poursuivre son soutien à la mise en œuvre

de l'Accord de paix du 6 février. Cet accord constitue en effet la seule voie pour une paix durable en République centrafricaine et, si des progrès ont déjà été réalisés, des défis importants demeurent. Les groupes armés doivent cesser de violer leurs engagements. Les garants de l'Accord doivent mettre en œuvre les mesures, y compris les sanctions, prévues par l'article 35 de l'Accord de paix. Justice doit être rendue aux victimes. La communauté internationale, et notamment les pays de la région, doivent continuer de soutenir la mise en œuvre de cet accord de façon coordonnée.

Enfin, cette résolution autorise la MINUSCA à soutenir la préparation et la tenue des élections présidentielle et législatives de 2020-2021 avec la perspective de ressources financières adéquates pour le faire. Il est essentiel que tous les acteurs centrafricains œuvrent de façon constructive pour que ces élections se tiennent de façon pacifique, transparente et dans les délais constitutionnels, car aucune transition ne peut être sinon envisagée. Je souhaiterais également souligner l'importance que l'ensemble des partenaires de la République centrafricaine se mobilisent en soutien à ces élections.

La France continuera de soutenir fermement l'action de la MINUSCA et du Représentant spécial du Secrétaire général. Elle continuera également d'apporter tout son soutien au Président Touadera et au peuple centrafricain pour les accompagner vers une sortie de crise durable.

M. Ipo (Côte d'Ivoire) : La Guinée équatoriale, l'Afrique du Sud et la Côte d'Ivoire saluent l'adoption de la résolution 2499 (2019) renouvelant le mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) pour une année supplémentaire. En effet, le renouvellement du mandat de la MINUSCA accompagnera les progrès tangibles accomplis par les autorités centrafricaines dans la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine. Les trois membres africains du Conseil de sécurité félicitent la plume, la France, pour les négociations menées dans la transparence, ainsi que toutes les autres délégations pour leurs contributions constructives ayant permis d'aboutir à un texte qui met en avant l'intérêt de la République centrafricaine et de son peuple, à un moment charnière pour ce pays.

Nous avons suivi de près la situation en République centrafricaine depuis la signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation du 6 février entre le Gouvernement et les groupes armés. À cet égard, nous félicitons le Président Faustin Archange Touadera et son gouvernement pour leurs engagement et efforts constants visant à promouvoir une paix et une stabilité durables en République centrafricaine. Nous sommes d'avis que la MINUSCA a joué un rôle essentiel dans l'appui aux efforts de paix en République centrafricaine

et devrait continuer sa mission en disposant des ressources adéquates.

La restauration progressive de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire de la République centrafricaine et l'amélioration des conditions de vie de la population constituent un réel espoir pour le retour d'une paix durable dans ce pays. La prise en compte de ces impératifs par le présent texte a guidé le vote des trois membres africains du Conseil en faveur de la résolution. Dans ce contexte, les trois membres africains du Conseil saluent le travail accompli par la MINUSCA et ses partenaires régionaux dans le cadre du renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité de la République centrafricaine. En outre, ils encouragent la cohérence, la transparence et la coordination efficace de l'appui international à la République centrafricaine.

L'année à venir marque un tournant décisif dans la vie politique de la République centrafricaine, engagée dans les préparatifs des élections de 2020-2021. Les trois membres africains du Conseil se félicitent de la prise en compte par le présent texte des priorités nationales telles qu'exprimées par les autorités centrafricaines, notamment le soutien de la MINUSCA dans l'organisation des élections de 2020-2021. Nous rappelons que le soutien continu de la MINUSCA est essentiel pour assurer un processus électoral crédible et inclusif. C'est pourquoi nous soutenons l'appui opérationnel logistique et sécuritaire de la MINUSCA aux élections en République centrafricaine, dans les meilleurs délais, ainsi que la coordination du soutien international, en plus de son mandat actuel robuste de bons offices et d'assistance technique.

Enfin, la Guinée équatoriale, l'Afrique du Sud et la Côte d'Ivoire voudraient réitérer leur soutien à la MINUSCA et au Président Faustin Archange Touadera, dont l'engagement et le leadership devraient contribuer au rétablissement d'une paix et d'une stabilité durables en République centrafricaine.

M. Djani (Indonésie) (*parle en anglais*) : Pour commencer, l'Indonésie se félicite elle aussi de l'adoption à l'unanimité de la résolution 2499 (2019). Nous remercions la délégation porte-plume de ses efforts pour parvenir à un compromis entre les positions divergentes.

Nous avons entendu l'appel de la République centrafricaine à proroger le mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) et à maintenir son effectif militaire maximal autorisé. Le rôle de la MINUSCA est en effet crucial pour maintenir la paix et la stabilité dans le pays, ainsi que pour protéger ses civils. C'est pourquoi l'Indonésie a voté pour la résolution 2499 (2019).

Je prends la parole pour souligner les points suivants.

Premièrement, la MINUSCA est, avant toute chose, une mission de maintien de la paix. Nous rendons hommage à nos soldats de la paix qui risquent leur vie et qui ont quitté leur famille pour servir la cause de la paix en République centrafricaine. Leur sûreté et leur sécurité seront toujours au premier rang des priorités de l'Indonésie; je tiens à ce que cela soit parfaitement clair.

Deuxièmement, il convient de veiller à ce que les opérations de maintien de la paix des Nations Unies soient toujours un effort collectif dans lequel toutes les parties prenantes jouent un rôle important. C'est pourquoi nous mettons en avant la nécessité de consultations étroites et régulières entre l'ONU et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police, afin de mieux faire connaître leur mandat et d'améliorer les performances des soldats de la paix. Il est tout à fait logique que les pays dont les ressortissants participent à des missions de maintien de la paix soient dûment consultés. Nous sommes, à l'heure actuelle, le membre du Conseil qui fournit le plus de personnel à la MINUSCA. L'Indonésie a toujours souligné qu'il était important que ses soldats de la paix fassent preuve de professionnalisme dans l'exécution de leur mandat sur le terrain.

Néanmoins, pour qu'une mission de maintien de la paix soit couronnée de succès, le professionnalisme ne doit pas être limité au seul personnel militaire ou en tenue. Le professionnalisme s'applique à tous, en ce compris les éléments en civil. Dans le même temps, nous considérons également que les performances exceptionnelles doivent être reconnues et encouragées. Nous continuerons de rechercher cet équilibre dans les futures résolutions sur le maintien de la paix.

Troisièmement, les opérations de maintien de la paix des Nations Unies doivent être pleinement préparées, en particulier pour faire face à l'évolution et à la complexité des situations, ainsi que pour répondre à des conditions de sécurité de plus en plus dangereuses. C'est pourquoi il est très important de veiller à ce que la Mission reçoive des mandats clairs, ainsi que l'équipement nécessaire et des ressources suffisantes.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la République centrafricaine.

M^{me} Kpongo (République centrafricaine) : Je souhaiterais avant toute chose féliciter le Royaume-Uni pour son accession à la présidence du Conseil de sécurité au mois de novembre, et lui adresser les sincères remerciements de la République centrafricaine pour la tenue de la présente séance, en vue du renouvellement du mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). Mes félicitations s'adressent également à l'Afrique du Sud, pour sa présidence au mois d'octobre.

Ma délégation salue l'adoption, à l'unanimité, de la résolution 2499 (2019), renouvelant pour un an le mandat de la MINUSCA. Dans un contexte encore marqué par la persistance de violences graves et d'affrontements entre les groupes armés signataires de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation du 6 février, comme en témoignent les terribles événements de Birao, avec un lourd tribut payé par les populations et des déplacements massifs, il est indispensable que le Conseil de sécurité puisse réaffirmer avec force son soutien à la MINUSCA et aux autorités centrafricaines.

La résolution qui vient d'être votée maintient le format et le mandat robuste de la MINUSCA, comme dans les précédentes résolutions. C'est important. La MINUSCA, qui opère dans un environnement difficile, a démontré à plusieurs reprises qu'elle pouvait agir de façon proactive et robuste quand cela était nécessaire pour protéger les populations civiles, notamment les populations les plus vulnérables que sont les femmes et les enfants, contre les menaces des groupes armés.

Cette résolution reconduit l'autorisation d'un soutien supplémentaire de la MINUSCA aux autorités centrafricaines pour l'extension de l'autorité de l'État sur l'étendue du territoire. Ainsi, à ce jour, tous les préfets sont en place dans les 16 préfectures que compte le pays, et le nombre de fonctionnaires déployés sur le terrain a plus que doublé.

En dépit de ces progrès palpables, dans divers domaines, d'importants défis demeurent, défis qui entravent les efforts collectifs de stabilisation de la République centrafricaine, notamment les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, et plusieurs cas de violations de l'Accord de paix. Ce constat n'a en aucun cas ralenti la mise en œuvre de cet Accord, qui reste le cadre de référence pour le retour à la stabilité dans mon pays. Ma délégation salue l'engagement des pays voisins de la République centrafricaine et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale dans cet effort, et appelle à la poursuite de leur accompagnement.

Au nombre des défis que les autorités nationales, la MINUSCA et la communauté internationale doivent s'atteler à relever, restent les élections générales de 2020-2021. À l'instar des élections de 2015-2016, les prochaines mobiliseront beaucoup d'énergie et d'efforts, tant il est vrai qu'elles permettront de consolider les acquis démocratiques en République centrafricaine. L'avant-projet du chronogramme des élections générales est déjà disponible.

Dans son exposé du 25 octobre dernier (voir S/PV.8646), le Représentant spécial du Secrétaire

général avait fait état de la publication du calendrier électoral par l'Autorité nationale des élections, qui prévoit un enregistrement des électeurs à partir du mois de janvier 2020, un premier tour des élections présidentielle et législatives combinées le 27 décembre 2020, et un second tour, si cela s'avère nécessaire, le 14 février 2021.

Dans ce contexte, le Gouvernement, par ma voix, sollicite du Conseil de sécurité, tel que recommandé par le Secrétaire général dans son dernier rapport (S/2019/822) et rappelé dans la présente résolution, un mandat approprié pour la MINUSCA, afin qu'elle puisse fournir le soutien technique, logistique, sécuritaire et opérationnel nécessaire à la tenue de ces élections dans le respect des délais constitutionnels, et dans un climat apaisé.

Il n'y a pas d'autre option que les élections générales de 2020-2021. La préservation des acquis de l'Accord de paix en dépend. Ma délégation apprécie la fermeté des garants de l'Accord, qui ont réaffirmé à toutes les parties prenantes centrafricaines que tout sera mis en œuvre pour la tenue à bonne date de ces élections. Et le soutien du Conseil de sécurité, qui doit peser de tout son poids, est crucial pour que les acteurs concernés, en particulier les partis politiques, respectent les échéances et contribuent positivement à l'organisation effective de ces élections.

C'est le lieu, ici, de nous féliciter de la convergence des positions et de la cohérence des actions de l'Union africaine, de l'Organisation des Nations Unies, de l'Union européenne et de l'ensemble de la communauté internationale, dans leurs interactions avec les parties prenantes centrafricaines, ainsi que les partenaires bilatéraux et multilatéraux.

Qu'il me soit permis de conclure en citant le Représentant spécial Ndiaye,, qui a déclaré, lors de la présentation du rapport du Secrétaire général :

« La République centrafricaine a besoin de tous ses partenaires et amis pour faire du rêve de paix, de prospérité et de développement de millions de Centrafricains une réalité durable. Je sais qu'ils peuvent également compter sur l'appui unanime et généreux du Conseil de sécurité » (S/PV.8646, p. 5).

L'appui du Conseil à l'adoption de la résolution renouvelant le mandat de la MINUSCA pour une année supplémentaire est tout à fait éloquent. Le Gouvernement et le peuple centrafricain lui en sont reconnaissants.

La séance est levée à 10 h 40.